TERMES DE REFERENCE

Mission d'appui à la formulation du Projet d'appui aux métiers de la pierre et de l'écoconstruction (PAMPEC) au Mali, Togo et Bénin

Avril 2022

Présentation du PAMPEC

Depuis septembre 2019, AFL et ses partenaires (ACAD, APAPE/PH et GEVAPAF) ont bénéficié d'un financement de 3 ans (1er septembre 2018 au 31 août 2022) de l'Agence Française de Développement (AFD) pour mettre en œuvre le Projet d'Appui aux Métiers de la Pierre et de l'Ecoconstruction (PAMPEC).

Le présent projet de formation et insertion professionnelle des jeunes dans le domaine de la construction et de la valorisation des matériaux locaux au Mali, au Togo et au Bénin s'appuie sur les actions engagées dans ces trois pays. Tout d'abord au Mali, le Projet d'Appui aux Métiers de la Pierre a été mis en œuvre de 2015 à 2018 dans la région de Mopti, cofinancé par l'Agence Française de Développement. En parallèle et dans une logique d'essaimage progressif de ce programme, une première formation-sensibilisation des artisans maçons professionnels de Dapaong et de Kara a été réalisé en 2016 par deux intervenants français et malien puis une première formation-sensibilisation des artisans et apprentis maçons de l'Atacora et de la Donga a été réalisée en janvier 2017, avec l'appui cette fois d'un intervenant français et d'un intervenant togolais. A la suite de ces premières actions de sensibilisation, le projet FIPEC initié en 2017, a permis de mettre en œuvre le programme de formation aux métiers de la pierre à Kara, au Collège d'Enseignement Technique (CET) de Pya auprès d'une première promotion d'élèves en BT Génie civil. A Dapaong au CRETFP et à Natitingou au LTN, la formation modulaire a été mise en œuvre pour la première fois sur un programme court et qualifiant (formation de 6 mois spécialisée, avec un chantier-école support à la formation).

Le PAMPEC intervient dans trois pays : au Mali, au Togo et au Bénin. Au Mali il intervient sur le territoire communément appelé « Pays Dogon » situé dans la région de Mopti, dans les Cercles de Bandiagara, Bankass et Koro. Au Togo, il intervient dans la région de la Kara et dans la région des Savanes. Au Bénin, deux départements sont concernés : L'Atacora et la Donga. Ces territoires sont caractérisés par les ressources naturelles exploitables (la ressource en pierre notamment), leur situation géographique rurale transfrontalière et éloignée des centres économiques des capitales nationales.

L'objectif Global du projet est d'améliorer le développement économique et sociale des artisan·e·s et jeunes sur les territoires d'intervention au Mali au Togo et au Bénin.

L'objectif spécifique est de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur du bâtiment par le développement d'une offre nouvelle de formation, un dispositif de suivi-insertion et l'appui au développement de filières territoriales d'écoconstruction dans les régions de Mopti (Mali), La Kara et les Savanes (Togo) et des départements de l'Atacora et de la Donga (Bénin).

Les résultats attendus du projet sont les suivants :

Résultat n°1 : Un dispositif de formation adapté aux jeunes vulnérables est développé selon une approche à la fois diplômante et qualifiante.

Synthèse des principales activités prévues dans les trois zones d'intervention pour l'atteinte du R.1 :
A1.1 - Elaboration des modules complémentaires et renforcement de capacités des formateur·rice·s
A1.2 Mise en œuvre de formations en bâtiment intégrant les métiers de l'écoconstruction
i) Formations longues diplômantes (enseignement techniques niveau BT Génie Civil et CAP maçonnerie)
i) Formations courtes et spécialisées (enseignement professionnel)
A1.3. Mise en œuvre du suivi des apprenants en formation

Résultat n°2 : Les conditions de professionnalisation et d'insertion économique des jeunes sont renforcées par un dispositif territorial de suivi-insertion et l'appui au développement de la filière écoconstruction.

Synthèse des principales activités prévues dans les trois zones d'intervention pour l'atteinte du R2.:
A2.1. Mise en œuvre du suivi-insertion post-formation et de modalités d'appui à l'insertion
A2.2. Renforcement de la professionnalisation des apprenant·e·s
i) Organisation de visites d'échanges sous-régionales
ii) Réalisation de chantiers-écoles supports à la formation
A2.3. Appui aux artisan·e·s de la filière en lien avec les organisations professionnelles
i) Appui à la structuration
ii) Renforcement de capacités techniques et transversaux
iii) Renforcement matériel
A.2.4. Appui au développement de la commande institutionnelle et mobilisation pluri-acteurs pour la formation et l'emploi des jeunes
i) Réunion de sensibilisation et d'appui sur la commande institutionnelle
ii) Appui technique et financier à la réalisation de chantiers institutionnels en matériaux locaux
iii) Evénement de communication et plaidoyer
iv) Organisation de comités territoriaux de suivi-insertion

Résultat n°3 : La dynamique d'approche territoriale de la formation et de l'insertion des jeunes est renforcée par une expertise croisée multi-pays.

Synthèse des principales activités prévues dans les 3 zones d'intervention pour l'atteinte du R3 :
A3.1 Création et appui à la mise en œuvre d'une base de données informatique de suivi-insertion
A3.2 Organisation d'ateliers de renforcement de capacités et d'expertises sous régionales
i) Appui à l'analyse des données économiques des chantiers
ii) Appui à l'analyse des données de suivi-insertion
iii) Appui à l'élaboration de stratégie territoriales de développement de l'emploi locale des jeunes, par le biais notamment de la commande institutionnelle
A3.3 Développement des connaissances et communication
i) Réalisation de notes de capitalisation à partir de l'analyse des données de suivi-insertion
ii) Réalisation de supports de communication

Les partenaires impliqués dans la mise en œuvre et leur rôle dans le projet sont décrits ci-dessous :
Acting For Life est une association de solidarité internationale fondée en 1973. Depuis 45 ans, AFL soutient l'émergence et le développement d'organisations locales solides et porteuses de réponses innovantes par l'appui technique et financier aux organisations locales (organisations professionnelles et ONG du sud), en agissant plus particulièrement dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, de l'agropastoralisme et de la formation insertion professionnelle.

Dans le domaine de la formation et de l'insertion professionnelle développé au Mali, Burkina Faso, Togo, Bénin et Sénégal, au-delà de la prise en charge et de l'accès des jeunes à des formations qualifiantes, la valeur ajoutée d'AFL se traduit notamment par un appui technique et financier aux partenaires en matière d'articulation entre formation professionnelle et dynamiques économiques locales ; de contenus de formation (élaboration de nouveaux curricula ou modules de formation) ; d'élaboration et de mise en œuvre de nouvelles modalités pédagogiques (chantiers écoles notamment), d'organisation pédagogique, etc.; de formation de formateurs ; d'équipements/infrastructure, matière d'œuvre ; de méthodologie de suivi-insertion ; d'ancrage territorial et institutionnel des dispositifs de suivi-insertion.

La maîtrise d'ouvrage a été confiée à ACTING FOR LIFE en subvention directe. AFL est responsable de la coordination technique, administrative et financière. Elle mobilise son expertise technique concernant la formation professionnelle et l'insertion mais aussi l'agropastoralisme et le renforcement administratif et financier des partenaires.

Trois ONG locales, partenaires d'AFL, sont en charge de la mise en œuvre opérationnelle des activités, sous la supervision et la coordination d'AFL : l'Association des Communes de l'Atacora et de la Donga (ACAD) au Bénin, APAPE/PH au Mali et GEVAPAF au Togo. Ces organisations ont été identifiées selon les critères suivants :

- présentes dans la zone du projet, elles disposent d'une reconnaissance par les populations locales et d'une capacité de mobilisation des jeunes et des acteurs locaux
- elles disposent de compétences complémentaires en matière de formation professionnelle et d'assistance technique aux collectivités,
- elles ont une expérience partenariale ancienne avec AFL,

Au Bénin, l'**ACAD** dispose d'une expérience de formation professionnelle et d'appui aux métiers de la pierre avec AFL depuis 2016. De 2017 à 2019 elle a mis en œuvre le projet FIPEC en collaboration avec le Lycée Technique de Natitingou

Au Mali, **APAPE/PH**, en plus de sa mission d'appui au pastoralisme et à la gestion des ressources naturelles en lien avec les activités d'AFL dans ce domaine, s'ajoutent la promotion humaine et un souci particulier d'appui à la jeunesse dans une région en proie aux difficultés sécuritaires qui compromettent leurs perspectives économiques et sociales. Son équipe bénéficie de l'expérience du PAMP mené pendant 3 ans.

Au Togo, **GEVAPAF**, dispose d'une expérience de formation professionnelle et d'appui aux métiers de la pierre avec AFL depuis 2015. De 2017 à 2019 elle a mis en œuvre le projet FIPEC en collaboration avec le CRETFP de Dapaong et le CET de Pya.

Les bénéficiaires du projet sont :

1) 180 jeunes de 16 à 25 ans, dont au moins 20% de jeunes femmes, d'origine modeste et issu·es des zones d'inventions bénéficiant de formation et d'un suivi-insertion, ainsi que 120 artisan·es locaux·les bénéficiaires d'un appui et 120 jeunes issus des projets de formations précédents bénéficiaires d'un suivi-insertion
2) 3 ONG locales et 6 centres de formations renforcés dans leurs pratiques et leurs capacités d'animation territoriale auprès des collectivités sur la thématique de la formation et insertion professionnelle.

Les bénéficiaires indirect·es sont les familles des bénéficiaires (au moins 4000 personnes), les apprenant·es des centres de formation renforcés (1000 jeunes) et les institutions de la formation professionnelle et de l'insertion.

Prestation attendue

Objectifs de l'étude

L'objectif de la prestation de l'expert(e) est d'appuyer l'équipe d'Acting For Life et ses partenaires dans le développement de la phase 3 du PAMPEC. Plus spécifiquement, cet appui doit porter sur la définition des activités du projet (ainsi qu'un dimensionnement budgétaire y afférent) et de confirmer les éléments de leur faisabilité au regard du contexte et des capacités des acteurs, des ressources humaines et techniques et de l'expertise mobilisable au sein d'AFL ou externe.
Il s'agira par ailleurs de vérifier la pertinence, la cohérence des activités qui seront proposées, d'étudier les conditions de leur pérennité.

Les axes d'intervention ne seront pas modifiés mais des axes d'amélioration pourront être proposées sur les activités suivantes :

- La diversification des modalités de formation
- L'intégration de nouvelles filières
- Le dispositif d'insertion
- L'appui à la filière maçonnerie et écoconstruction

Résultats attendus :

- Les informations nécessaires à la bonne compréhension du contexte sont collectées et synthétisées
- La logique d'intervention du projet est révisée et adaptée, à travers une approche participative mobilisant les partenaires du PAMPEC et l'utilisation des outils adéquats au montage de projet (analyse des parties prenantes, cadre logique, etc)
- Un draft de proposition de projet est élaboré
- Un draft de budget est développé

Méthodologie

Les tâches suivantes pourront être mise en œuvre et complétées le cas échéant :

- Réunion de cadrage précisant les attendus de la prestation ;
- Recherches et analyses documentaires sur base des références bibliographiques partagées
- Réalisation d'une mission dans au moins un des deux pays d'intervention (le troisième pays pourra être réalisé à distance) permettant un travail d'entretiens, de questionnaires, de visites sur le terrain et/ou d'ateliers afin de réaliser un diagnostic confirmant les axes prospectifs d'intervention.
- Confirmation/identification des axes d'intervention selon un processus logique (théorie du changement) et d'une priorisation des activités (approche sélective logique et justifiée) ;
- Elaboration de la stratégie d'intervention, identification des risques et priorisation des activités ;
- Elaboration du document de projet, y compris le dimensionnement budgétaire, selon un format donné

La méthodologie proposée devra favoriser une dynamique de mobilisation et de co-construction du projet entre les différents acteurs concernés (AFL et ses partenaires, les centres de formation, les institutions locales). Ainsi des ateliers de partages, de bonnes pratiques, des ateliers d'élaboration de la stratégie d'intervention mobilisant également les interlocuteurs français sont à prévoir.

Par ailleurs, l'appui se déroulera en même temps que l'évaluation finale du projet et une étude de capitalisation. Le consultant devra travailler en étroite collaboration avec les personnes en charge de ces deux autres études.

Livrables attendus

A l'issue de la phase préparatoire, le consultant produira une note de cadrage de l'étude qui comprendra le plan de travail, et le calendrier mis à jour et le programme des missions avec la liste des entretiens/atelier prévus.
Après validation de cette note de cadrage, le consultant devra produire :
1) Rapport de mission et diagnostic préliminaire incluant la stratégie d'intervention proposée et la priorisation des activités
2) Première version des documents de projet (y compris chronogramme et cadre logique) selon un format qui sera fourni
3) Version finale des documents de projet (y compris proposition budgétaire détaillée, chronogramme et cadre logique)

Calendrier de réalisation de la prestation

La durée attendue de la prestation devra être comprise entre 25 et 30 jours-personne. Ci-dessous, un calendrier à titre indicatif mais il est attendu du prestataire une proposition de planning à intégrer dans la note technique davantage détaillée :

- diffusion de l'appel à candidatures : 29/04/22 ;
- date limite de dépôt des offres : 27/05/22 ;
- démarrage la semaine du 13 juin
- première version des documents de projet le 31/07/22 ;
- version finale des documents : 15/09/22 au plus tard ;

Compétences attendues du Prestataire

Les qualifications générales requises :

- L'expert.e doit avoir au moins une formation universitaire de niveau maitrise (bac+4) ou équivalent, en gestion de projets internationaux / sciences sociales / économie / ou économie du développement,
- L'expert.e doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 8 ans en Afrique de l'Ouest,
- La maîtrise de la langue française est exigée. La connaissance d'une des langues locales parlée dans les zones d'intervention du projet est un plus,
- Maîtrise de l'outil information et des outils de travail collaboratif (Asana, Teams, Drive, etc.).

Les compétences spécifiques requises :

- Expériences professionnelles avérées en matière de formulation de projet de développement et notamment des projets de formation et d'insertion professionnelle
- Expérience en matière de coopération au développement,
- Très bonnes connaissances et expériences dans le domaine de la formation professionnelle dans au moins deux des trois pays d'intervention du projet,
- Une bonne connaissance des problématiques liées au développement de la commande institutionnelle. Une connaissance de la filière du bâtiment serait un plus
- Bonne connaissance des trois pays d'intervention et de leurs institutions,
- Aptitude à rédiger, capacité d'animation et de concertation.

Constitution du dossier de consultation

Le/la prestataire sera recruté.e sur la base des dossiers technique et financier constitués comme suit :

1. Offre technique (20 pages maximum hors CV) :

Elle devra tenir compte des points suivants :

- ✓ une note de compréhension des termes de référence et de présentation de la méthodologie utilisée ;
- ✓ les références et expériences du consultant sur les thématiques concernées ;
- ✓ a constitution de l'équipe, la répartition des responsabilités entre ses membres et les CV proposés ;
- ✓ le calendrier prévisionnel d'intervention;

2. Offre financière :

L'offre financière devra intégrer les coûts détaillés de l'intervention en euro ou en francs CFA toutes taxes confondues en tenant compte au minimum des éléments suivants :

- ✓ Le coût des honoraires du ou des consultant-e-s (junior/sénior ; nombre de jours par activité et total),
- ✓ Frais de la tenue des activités de la prestation,
- ✓ Frais de transport (voyages, logement, etc.),
- ✓ Autres frais associés à la mise en œuvre de la prestation

Les candidat.es soumissionnaires doivent également indiquer le pays dont ils ou elles sont ressortissant.es en présentant les preuves habituelles en la matière selon leur loi nationale (N° d'enregistrement + copie du passeport ou de la carte nationale d'identité).

Le choix du (des) consultant(s) sera effectué par AFL, sur la base de la consultation d'au moins trois fournisseurs distincts.

Les critères de sélection porteront notamment sur : l'expérience des candidats ; la compréhension de la problématique ; la qualité de l'offre technique et financière ; le respect du calendrier proposé ; le respect du budget et le sérieux de l'offre financière suffisamment détaillée.

Dépôt des dossiers de candidature

Les candidats doivent déposer leur candidature constituée de :

- L'offre technique et financière constitué des éléments mentionnés dans la partie précédente
- CV du prestataire insistant sur les expériences en lien avec l'objet de la prestation ;
- 3 références professionnelles les plus récentes et proches de la consultance actuelle ;
- La déclaration d'intégrité dument signée (disponible en annexe 1)
- Les modalités contractuelles dument signée (disponible en annexe 2)

Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 27 mai 2022 inclus pour un démarrage souhaité au 13 juin 2022, via courrier électronique, avec pour objet « Formulation projet PAMPEC » à :

- Clélia Roucoux : croucoux@acting-for-life.org
- Maciré Keita : mkeita@acting-for-life.org
- Léa Pottier : lpottier@acting-for-life.org

Liste des annexes :

Annexe 1 : Déclaration d’intégrité

Annexe 1_Déclaration d'intégrité